



*Note Informative No. 159*

## **Bonne gouvernance et démocratie en Afrique de l'Est: Que pensent les citoyens?**

*Par Christophe Sebudandi*

Janvier 2015

### **Introduction**

Au cours des dernières années, quatre pays de l'Afrique de l'Est – le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, et le Burundi – ont connu une évolution politique et démocratique différente. Deux d'entre eux, le Burundi et l'Ouganda, ont connu des guerres civiles qui ont provoqué des dégâts multiformes, alors que les deux autres ont bénéficié d'une relative stabilité.

Hormis une guerre de basse intensité qui a continué au Nord, l'Ouganda a globalement retrouvé la paix depuis 1986, et à partir de 1996 ce pays fait l'expérience d'une compétition politique multipartite, même si les élections sont marquées par certaines défaillances.

La Tanzanie est le pays le plus stable, dirigée par le même parti depuis son accession à l'indépendance. Elle a adopté le multipartisme en 1992, et de façon globale ses élections ont été jugées libres et concurrentielles par différents observateurs. Le Kenya était considéré comme un modèle de stabilité et de progrès dans la région, avec une expérience démocratique depuis 1992. La violence qui y a déferlé suite aux élections de 2007 a égratigné cette réputation, mais la mobilisation massive lors du référendum pour l'adoption de la nouvelle constitution en 2010 a de nouveau montré l'attachement de ses citoyens à la démocratie.

Le Burundi a une expérience démocratique plus courte avec l'assassinat du président nouvellement élu en 1993, qui a précipité le pays dans une guerre civile. Des élections démocratiques en 2005 ont permis la mise en place d'un gouvernement élu, mais les élections de 2010 ont été marquées par un boycott des partis de l'opposition et des tensions et la persécution et même l'exécution de sympathisants et militants des partis de l'opposition.

De nombreux analystes ont dégagé quelques caractéristiques communes des expériences démocratiques en Afrique de l'Est. Ainsi, lors du passage au multipartisme, certains anciens partis au pouvoir ont gardé la réticence d'ouvrir entièrement l'espace politique à d'autres partis. Egalement, on observe une nostalgie du parti unique qui se caractérise souvent par l'omnipotence des partis au pouvoir qui ont tendance à éclipser les gouvernements. La volonté de se maintenir au pouvoir pousse ces différents partis dirigeants à garder des rapports ambigus avec les armées de leur pays.

L'intérêt de ce papier, basé sur les enquêtes nationales d'Afrobaromètre, est de voir si les expériences démocratiques que vivent ces quatre pays de l'Afrique de l'Est ont conduit à faire émerger des aspirations et des exigences communes ou divergentes en termes de démocratie et de redevabilité.

## Les enquêtes d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015).

Afrobaromètre mène des entretiens face à face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 adultes. Des échantillons de ces tailles donnent des résultats avec des marges d'erreur de +/-2% (pour 2.400 répondants) à +/-3% (pour 1.200 répondants) à un niveau de confiance de 95%.

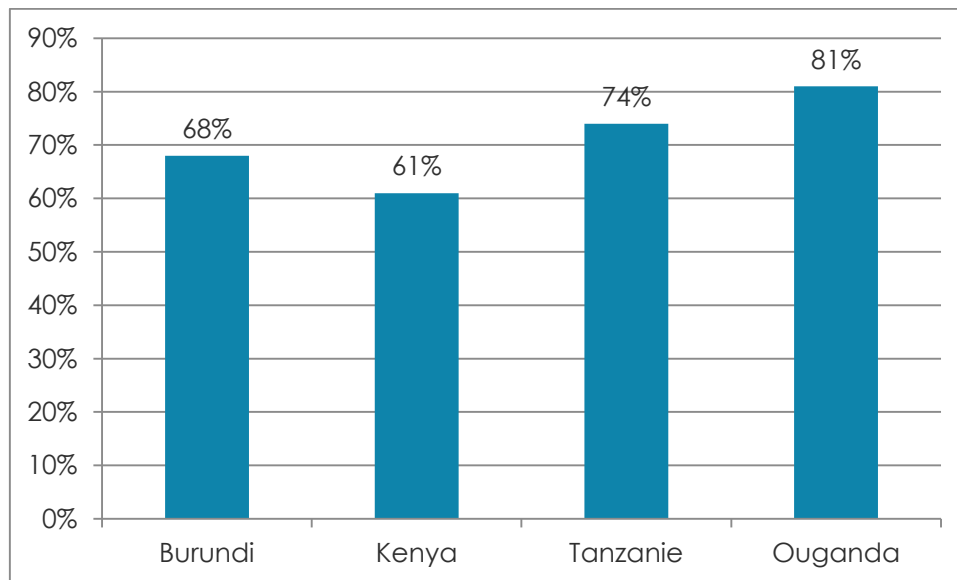
La présente analyse se base sur les résultats de la cinquième série d'enquêtes, conduite en 2011 (Kenya) et 2012 (Burundi, Ouganda, et Tanzanie).

### Un appui massif à la liberté des médias

La liberté d'expression est légitimement perçue par la plupart des citoyens des quatre pays comme essentielle. Pourtant la question posée n'est pas assez facile pour des populations restées longtemps sous le régime du parti unique où la propagande des anciens partis uniques et des partis au pouvoir a diabolisé les médias. Ceux-ci ont vu aussi leur image ternie dans une région où certains d'entre eux ont joué un rôle négatif causant des torts irréversibles, comme les médias de la haine au Rwanda, au Burundi, et au Kenya.<sup>1</sup>

En dépit de ces expériences négatives, la réponse des citoyens est sans équivoque. Ils soutiennent, avec une majorité de 72% en moyenne, que les médias publient « n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement » (Figure 1).

**Figure 1: Soutien pour la liberté des médias | 4 pays | 2011/2012**



**La question posée aux répondants:** *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.*

**Affirmation 1:** *Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.*

**Affirmation 2:** *Le gouvernement devrait pouvoir interdire les médias de publier tout ce qui pourrait nuire à la société.*

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

<sup>1</sup> Somerville, K. (2011). Violences et discours de la haine au Kenya. *Afrique Contemporaine*, 240.

Les réponses données dans les quatre pays accusent des différences significatives variant entre 61% et 81%. Dans le cas du Kenya et du Burundi, où le soutien est moins massif que dans les deux autres pays, on peut imaginer que la formulation de la question ait pu influencer sur quelques répondants, en suscitant leur réserve. En effet, la question évoque « n'importe quelles opinions », sans mettre de limite, notamment aux opinions qui pourraient être porteuses de haine ou d'incitation à la violence. L'expérience récente et dramatique vécue par les citoyens de ces deux pays ayant connu les médias de la haine a peut-être contribué à pousser certains répondants à vouloir qu'un contrôle s'exerce par le gouvernement pour interdire des opinions susceptibles de porter atteinte à l'ordre et la sécurité. Cette hypothèse est corroborée par la comparaison des résultats des tendances des opinions du sondage Afrobaromètre effectué au Kenya en 2008, avec 77% favorables à la publication de toutes les opinions. Cette baisse de 16 points de pourcentage pourrait être attribuée à la perception que la presse a contribué à la violence post-électorale en 2008.<sup>2</sup>

Dans le cas du Burundi, on voit que lorsque l'information ne peut pas être perçue comme pouvant porter atteinte à la sécurité, l'adhésion à la liberté de la presse est plus massive. Ainsi les Burundais soutiennent à 81% que les médias devraient enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

### **Soutien des principes démocratiques par les populations de l'Afrique de l'Est**

En matière d'appui aux principes démocratiques, deux questions essentielles ont été considérées. Il s'agit du pluralisme politique et de la méthode de choix des dirigeants. Il y a une quasi-unanimité entre les pays concernés autour de ces principes fondamentaux de la démocratie.

Sur le multipartisme, en dépit des expériences négatives qui pourraient pousser les citoyens à la réserve vis-à-vis de ce système, une majorité de plus de 70% se dégage dans trois pays (Burundi, Tanzanie, Ouganda), à l'exception du Kenya, où le soutien est moins affirmé (Figure 2).

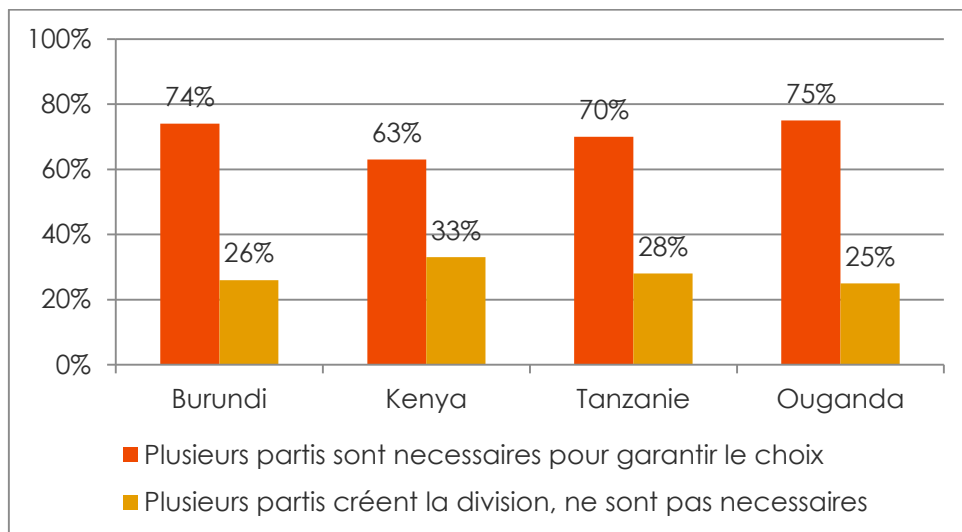
Ainsi, les Tanzaniens, préservés jusqu'ici de violences électorales, viennent en tête avec 75% de soutien au multipartisme. Viennent ensuite les Burundais, avec 74% d'opinions favorables. On sait qu'ils sont les derniers à avoir expérimenté un coup d'état, en 1993, contre un président élu. De ce fait, le pays a payé un lourd tribut avec la crise qui a suivi. La guerre avait comme toile de fond la restauration de la démocratie et la prise du pouvoir par la majorité ethnique hutu, dont la démocratie pluraliste était l'arme ultime pour détrôner l'armée majoritairement tutsi du pouvoir. Donc, cette expérience négative est contrebalancée par la volonté de la majorité de la population de s'affranchir de la prise de pouvoir par d'autres méthodes, qui à un moment de l'histoire ont permis à l'armée de garder le pouvoir pendant trois décennies successives.

En Ouganda, une majorité de 70% de l'opinion publique reste favorable au multipartisme, malgré les heurts qui sont devenus fréquents et récurrents entre les partisans du principal opposant Kizza Besigye et la police. Les Kenyans sont les plus réservés, avec 63%, probablement à cause de l'expérience récente d'éruption d'une violence à grande échelle après les élections de 2007, qui a impliqué bon nombre de politiciens de haut niveau appartenant à des partis et groupes ethniques différents.

---

<sup>2</sup> Mitullah, V. W. (2012). Freedom of expression in Kenya: Exploring public use of old and new media. Afrobarometer Briefing Paper No. 106: [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

**Figure 2: Soutien au multipartisme** | 4 pays | 2011/2012



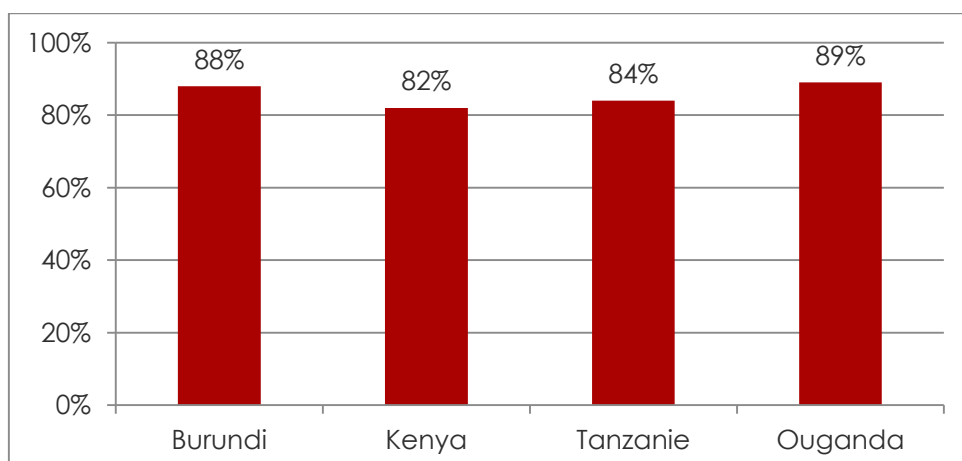
**La question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

**Affirmation 1:** Les partis politiques créent la division et la confusion; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au [pays].

**Affirmation 2:** Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les [citoyens du pays] aient réellement le choix des dirigeants de ce pays.  
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Une autre question formant le noyau dur des principes démocratiques sur laquelle on observe une grande convergence concerne la manière de choisir les dirigeants. Il s'agit de se prononcer sur la méthode privilégiée: choisir les dirigeants à travers des élections régulières, libres, et honnêtes ou, en raison de mauvais résultats que les élections produisent, adopter plutôt d'autres méthodes de choix des dirigeants. Là, le consensus est plus fort. En moyenne, 85% de l'opinion publique est favorable aux élections régulières, libres, et honnêtes, avec peu de différences entre les quatre pays (Figure 3).

**Figure 3: Soutien pour les élections** | 4 pays | 2011/2012



**La question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

**Affirmation 1:** Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et honnêtes.

**Affirmation 2:** Puisque les élections produisent de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.  
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Sur le thème de la politique et de la démocratie, il apparaît que si la question renferme un aspect faisant allusion à des risques de violence (créer la division, n'importe quelles opinions, etc.), les répondants sont plus réservés. Dans le cas contraire, les répondants sont plus ouverts et adhèrent plus facilement aux principes fondamentaux de la démocratie.

### **Divergences relatives aux spécificités contextuelles**

Deux questions sont examinées ici: la limitation des mandats présidentiels et la nécessité de rendre compte par le gouvernement.

La limitation des mandats présidentiels à deux au maximum revêt une importance variable en fonction du contexte de chaque pays analysé. Au Kenya, les élections viennent de se dérouler et la question n'est pas à l'ordre du jour. En Tanzanie, un consensus semble être établi sur l'alternance au sein du parti Chama Cha Mapinduzi (CCM), et tous les présidents qui se sont succédé depuis le départ de Julius Nyerere respectent la limite fixée à deux mandats de cinq ans, chacun.

En Ouganda, après l'élection de Yoweri Museveni en 2011 pour un troisième mandat suite à la modification de la constitution en 2005, la question est de nouveau au centre des débats pour les élections de 2016.

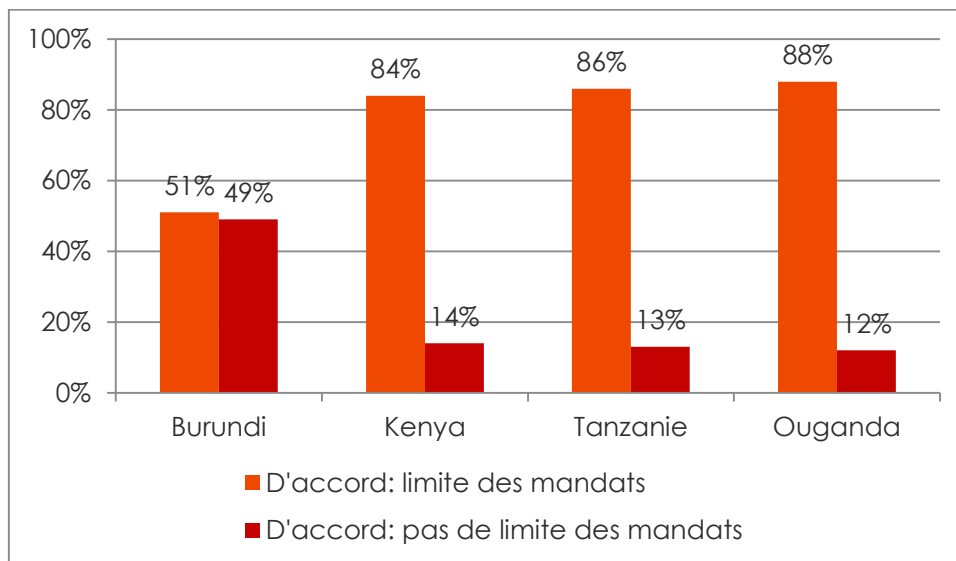
C'est au Burundi que la question échauffe les esprits. Avec les prochaines élections programmées pour 2015, la question n'a cessé de revenir sur le devant de la scène. Déjà à la fin des élections de 2010, beaucoup d'observateurs affirmaient que le Président Pierre Nkurunziza ferait tout pour briguer un troisième mandat, alors que la constitution limite les mandats à deux, et son parti a déjà annoncé qu'il sera candidat.

Dans les trois pays anglophones, une majorité nette de plus de 84% se dégage pour la limitation des mandats présidentiels à deux. Au Burundi, seulement 51% d'opinions sont favorables à la limitation des mandats, contre 49% qui s'y opposent (Figure 4).<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> L'enquête Afrobaromètre réalisée en octobre 2014 montre une évolution de l'opinion sur la question, car 62% soutiennent la limitation des mandats à deux. Il y a certes une progression de 11 points, mais ce pourcentage reste toujours en dessous des proportions des trois autres pays, avec un écart significatif.

**Figure 4: Opinions sur limitation des mandats présidentiels à deux | 4 pays | 2012//2012**



**La question posée aux répondants:** *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.*

**Affirmation 1:** *La constitution devrait limiter l'exercice de la fonction du président de la République à deux mandats.*

**Affirmation 2:** *Il ne devrait pas avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats du président de la République.*

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Qu'est-ce qui peut justifier cet écart avec les autres citoyens de la région, alors que sur d'autres questions, la proximité est remarquable? L'analyse des différentes variables, en particulier leur appartenance politique, montre que l'influence des répondants du parti au pouvoir est prépondérante. Ils constituent 67% d'opinions favorables à la non-limitation des mandats présidentiels, et leur contribution est donc déterminante pour cette option. Le test du khi-2 de Pearson montre que cela est aussi le cas pour le Burundi, le Kenya, et l'Ouganda, la seule exception étant la Tanzanie.

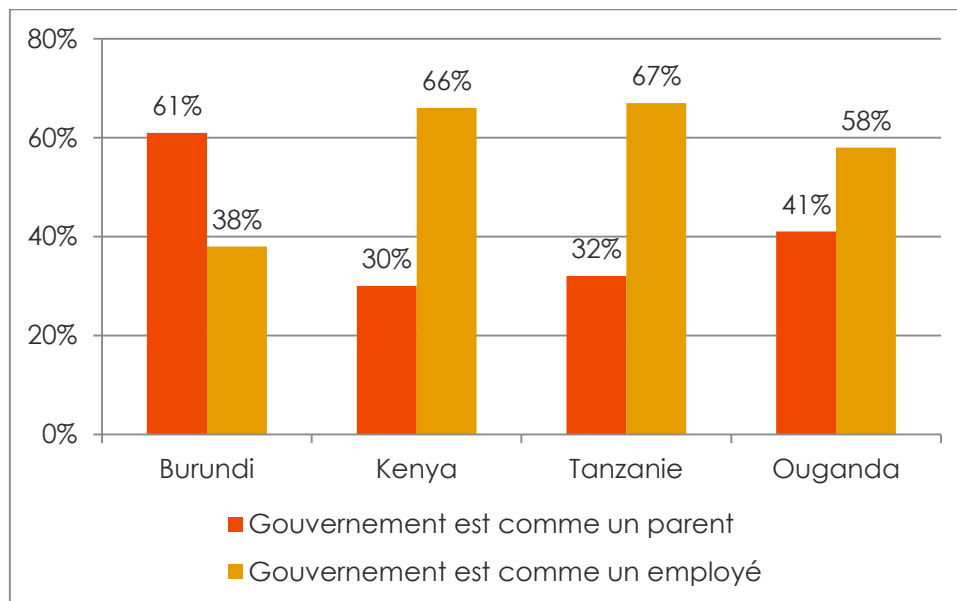
Un facteur contribuant à la spécificité du Burundi pourrait être le niveau d'instruction des répondants: Moins on est instruit plus on soutient la non-limitation des mandats. Un test khi-2 de Pearson montre qu'il existe bel et bien une liaison entre le niveau d'instruction et l'expression de la population sur la limitation ou non des mandats présidentiels à deux. Autrement dit, les opinions de la population burundaise sur la limitation ou non des mandats présidentiels à deux dépendent du niveau d'instruction des répondants. Selon les données fournies par divers organismes, la population burundaise dispose d'une moyenne d'années d'études de loin inférieure à celle des trois autres pays. En effet, une analyse des niveaux d'instruction sur base de la durée moyenne de scolarisation dans les quatre pays montre que le Kenya vient en tête avec une moyenne de scolarisation de 7,0 ans, suivi de la Tanzanie avec 5,1, puis de l'Ouganda à 4,7, et en queue de peloton le Burundi avec 2,7.<sup>4</sup>

Sur la question relative à l'exigence de redevabilité, on observe l'influence de facteurs spécifiques aux Burundais. Il est ici affirmé de façon majoritaire que le gouvernement est comme un parent et qu'il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour les citoyens en minimisant l'exigence de rendre compte. Dans les trois autres pays, les opinions sont

<sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement. (2013). Rapport sur le développement humain 2013: L'essor du sud: Le progrès humain dans un monde diversifié.

majoritairement favorables au contrôle de l'action gouvernementale par le peuple. L'exigence la plus forte est exprimée par les Tanzaniens (67%) et les Kenyans (66%) (Figure 5).

**Figure 4: Perceptions du rôle du gouvernement – parent ou employé? | 4 pays | 2011/2012**



**La question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2.

**Affirmation 1:** Le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider ce qui est bien pour nous.

**Affirmation 2:** Le gouvernement est comme notre employé. Le peuple est son patron et devrait dire au gouvernement ce qu'il doit faire.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Pourquoi dans ce cas aussi, les Burundais se singularisent-ils?

On pourrait penser que la majorité des adhérents à cette hypothèse est constituée par les membres du parti au pouvoir qui se sentent proches du président et du gouvernement qu'ils ont élus. Mais ils ne sont pas les seuls. En effet, les membres du parti au pouvoir (54% de l'ensemble des sondés) représentent 59% des opinions favorables à l'affirmation que le gouvernement est comme un parent et qu'il devrait décider pour eux. En outre, au sein de ce parti, 67% soutiennent cette affirmation. Cette tendance est aussi prononcée au sein des partis alignés sur la majorité présidentielle et, paradoxalement, au sein de la majorité des partis de l'opposition (avec une exception faite des sympathisants du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD), qui privilégie plutôt le contrôle du gouvernement par le peuple, à 82%).

Au final, on voit que la perception selon laquelle le gouvernement est comme un parent traverse l'échiquier politique. Le test de khi-2 de Pearson effectué met cela en évidence.

Ces perceptions inattendues pour des membres des partis de l'opposition peuvent être rattachées aux représentations culturelles des Burundais, liées notamment à la persistance d'une culture monarchiste de la cour et à la confusion persistante entre l'autorité et les hiérarchies parentales qui étaient fortement ancrées dans la culture burundaise. Ceci fait penser à la représentation idéale du roi sous la figure paternelle et équitable de Sebarundi (« père de tous le Burundais »), figure qui a été transférée aujourd'hui au président de la République. A cet égard, il est important de noter que parmi les quatre pays, le Burundi est le seul qui était constitué comme un royaume unifié avec un roi à sa tête et est depuis

caractérisée par la persistance d'une culture patrimonialiste. Ceci donc expliquerait cela. Mais d'autres facteurs additionnels à rechercher pourraient entrer en ligne de compte.

## Conclusion

La comparaison des opinions des citoyens de quatre pays de l'Afrique de l'Est dégage un certain nombre de caractéristiques communes. On observe une aspiration globale et commune à la démocratie et ses principes fondamentaux: la liberté de presse, le choix des dirigeants à travers des élections libres et transparentes, le multipartisme, la limitation constitutionnelle des mandats présidentiels.

En dépit de cette convergence, quelques différences s'observent et peuvent être analysées à l'aune de facteurs contextuels. Ainsi pour la liberté d'expression tous azimuts, il y a un bémol apportée par les Kenyans: On les voit plus réservés suite au rôle néfaste joué par les médias dans la propagation de la haine et dans les violences post-électorales qui ont eu lieu dans ce pays dans le sillage des élections de 2007. Pour le Burundi, on observe les mêmes réserves mais de façon moins prononcée.

Concernant la limitation des mandats présidentiels à deux et la nécessité de contrôle de l'action gouvernementale par le peuple, les Burundais se singularisent, avec une très courte majorité pour la première question et carrément l'absence d'exigence de la nécessité de rendre compte du gouvernement perçu comme un parent. Là, sur ces deux questions, le niveau de formation des répondants et certains facteurs culturels pourraient constituer la clé pour expliquer la spécificité burundaise.

**Dr. Christophe Sebudandi** est directeur exécutif du Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques (GRADIS) à Bujumbura, Burundi. Email: csebudandi@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).